

NOTRE CONDITION

Revue Participative
pour l'Émancipation du Travail
Scientifique et Culturel

Les allocs, c'est du travail !

Ou la valeur travail portée par les producteurs privés d'emploi

Ces derniers temps on a vu croître une polémique participant à la désorientation générale sur le thème de l'opposition entre les bénéficiaires des allocations et les travailleurs. Une déclinaison du fameux match fainéants V.S. méritants. Rien d'anormal ? Une vieille ritournelle patronale visant à diviser et à culpabiliser ?

Là où le bât blesse, pour ceux qui ignoraient encore l'inconsistance de la gauche parlementaire, c'est que tout cela émane du cartel des appareils de gauche (la NUPES : Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale) centré autour du mouvement de La France Insoumise. Peu importe les protagonistes – nous ne les nommerons pas mais vous les reconnaîtrez, il s'agit de diverses figures centrales de cet agrégat socio-professionnel. Bien que portant des étiquettes différentes, l'unité de ses personnalités se fait autour d'une mécompréhension des rapports de force actuels au moment où la situation nécessite de la clarté.

« La gauche du travail plutôt que celle des allocs »¹. On peut dire que le contresens est criant pour celui qui a une idée des réalisations du mouvement ouvrier en termes d'institutions du travail. Faut-il parler de maladresse ? Avec un peu de bonne foi, l'idée générale est comprise : valoriser ceux qui travaillent et qui sont tellement déconsidérés par les conditions actuelles du marché qu'ils se trompent d'intérêts. Cela dit, cette manière de dérouler le problème est si voisine de la façon de dire patronale que la classe dirigeante peut s'en réjouir, une fois de plus. La formule est en effet tellement vaporeuse que n'importe qui peut s'en réclamer : du président du Medef pour justifier

la destruction du bien public, aux cadres du Rassemblement National pour sous entendre que les étrangers, faciès du pauvre-profiteur, sont les fainéants qui nous piquent (pourtant) notre travail. Nous ne sommes plus à un paradoxe près !

Bêtise politique participant à la désorientation générale à n'en pas douter, cette simple phrase dit autre chose au moment où le Régime général de la Sécurité sociale et l'assurance-chômage sont à nouveau dans le collimateur de la machine néolibérale. Elle révèle la nature des appareils d'une gauche des strapontins et la réelle désunion de cette union des gauches. Et si cet autoproclamé bloc populaire n'en était pas un ?

Cette gauche amnésique : l'effondrement par opportunisme

Que traduit réellement un tel dérapage théorique et historique dans la bouche du dirigeant d'un parti ayant largement contribué à fonder le Régime général de la Sécurité sociale, l'assurance-chômage, l'intermittence, les grands corps publics actuellement saccagés, le statut de fonctionnaire ou les régimes spéciaux défendant des droits spécifiques pour les métiers particulièrement sujets à l'usure physique et aux accidents de travail ?

D'abord, on a la parfaite illustration de ce que la politique, censée être ce grand processus délibératif décidant des orientations de la société, a été supplantée par la gestion de l'image des prétendants à la représentation du pouvoir. On voit comment le « *management* des foules » transforme les campagnes politiques en campagnes de *marketing* plus ou moins sophistiquées (ici moins que plus). Le bon mot, la bonne phrase soufflée par des conseillers en relation publique, pour vendre candidats et programmes comme des savons. Le vote se place à égalité avec les autres produits de consommation, tandis que tout est ramené au succès médiatique. Comment s'étonner que les masses laborieuses, formant autrefois la classe productrice et transformatrice des conditions matérielles d'existence, ne soient plus, même pour la gauche, qu'un réservoir de votes à siphonner grâce à des formules politiciennes ? Les critères du marché se cristallisent dans ces dernières : *l'efficacité, la rentabilité, les ratios coûts/bénéfices qui fondent la rationalité libérale*. On constate à quel point les principes de la conduite des affaires ont colonisé toutes les sphères de la société, au point de déresponsabiliser les cadres politiques : la recherche du *buzz* le commande. En espérant vaincre l'ancrage du Rassemblement National dans les campagnes, ce genre de slogan tapageur l'enracine encore plus.

Ensuite, cette phrase malheureuse prouve que l'héritage historique du mouvement ouvrier a été totalement oublié, oblitéré, enterré dans les archives, même chez une gauche se disant sociale et qui n'en endosse même plus la conscience. Dans un cartel qui prolonge donc l'application de la note de Terra Nova (think tank social-libéral voulant fonder une gauche « responsable ») datant de 2011, affirmant que feu le Parti Socialiste devait abandonner les ouvriers pour s'axer sur d'autres secteurs du « marché électoral ». Le défi a été relevé haut la main et continue à faire des ravages dans le seul but de grappiller des parts de marché à la droite. Or, si cette droite extrême est majoritaire dans la France des campagnes et des sous-préfectures c'est que, quittant sa posture anti-communiste, anti-syndicale et ultra-libérale (pro Reagan et Thatcher), elle a pris en charge dans son discours² et dès les années 1990, la question de la protection économique des territoires en insistant bien sur l'importance des taxes aux frontières, des barrières douanières ou des quotas d'importation. Faux-semblants servant sa stratégie d'implantation dans le monde du travail, certes. Mais au même moment la gauche se désintéressait de l'arrière-pays et parachevait son virage libre-échangiste en imposant les normes européennes sur tout le territoire : *concurrence européenne, financiarisation de l'économie et dérégulations du code du travail*, entraînant *licenciements, délocalisation et ghettoïsation par la dégradation des infrastructures publiques* (lignes de trains et services locaux).

Nous ne vivons pas dans un système productiviste. Le mode de production ne pousse pas à l'accumulation de richesses mais à l'accumulation de profits.

Enfin, la formule dont nous partons nous permet au moins de rappeler que si le mouvement ouvrier est réellement, lui, du côté de la valeur travail, c'est en toute connaissance de cause. C'est-à-dire en toute connaissance des rapports de production dans lesquels le travail s'inscrit. Ce qui lui a permis de comprendre que l'enjeu n'était non pas d'abolir le travail (marotte d'une certaine gauche nihiliste), mais de le fonder sur une nouvelle pratique de la valeur. La valeur capitaliste est en effet celle de la production de valeur pour la production de valeur, dans un cycle accumulateur ou l'essentiel n'est pas la production en elle-même, mais l'expansion des profits menant à la destruction du travail vivant et des marchandises si nécessaire. Autrement dit, les travailleurs et leur production peuvent être sacrifiés pour maintenir les taux de profit au plus haut, ce que prouvent les délocalisations, les licenciements, les pénuries

organisées par la spéculation des prix (énergie, nourriture, etc.), la destruction des petites entreprises et des stocks non rentables des plus grandes³. Dans ce sens, nous ne vivons pas dans un système productiviste. Le mode de production ne pousse pas à l'accumulation de richesses mais à l'accumulation de profits.

L'autre travail

Il y a, face à cette vision que le slogan de Sarkozy « travailler plus pour gagner plus » a parfaitement synthétisé, la possibilité de définir la valeur d'une marchandise selon sa valeur d'usage, en d'autres termes selon son utilité sociale. Le prix des choses produites peut en effet exister sans retenue de profits si des critères autres que ceux adossés à la rentabilité sont édictés (qualité des produits, condition de production, etc.). C'est d'ailleurs la logique originelle de l'Assurance Maladie : les médecins sont conventionnés selon les critères de l'Assurance Maladie qui est en principe publique. On peut donc les payer grâce à une carte vitale abreuvée des cotisations (la valeur socialisée) et utilisable qu'auprès de ces producteurs conventionnés.

Ce modèle pourrait être développé dans le secteur alimentaire (soutenir massivement l'agriculture coopérative), énergétique (refonder des pôles publics avec contrôle des prix) ou encore du logement (élargir le parc des logements sociaux). Ce qui impliquerait de délégitimer une nouvelle fois la propriété lucrative patrimoniale par une propriété d'usage non lucrative, elle, et le crédit par une subvention émanant de caisses *socialisant* les richesses. C'est donc qu'une autre manière de travailler existe bien, fondée sur une mise en commun généralisée. Le problème fondamental se posant à nos sociétés n'étant pas de savoir s'il faut produire, mais *quoi, en quelles quantités, à quelles fins et par quels moyens*.

Cette autre façon de concevoir le travail part de la réalité anthropologique suivante : l'homme est un animal social qui actualise les potentialités de la nature pour configurer son propre environnement de vie. Par exemple, en construisant un barrage, il actualise le cours d'eau. Il se place face à la nature pour la sublimer⁴. Avant d'édifier des habitations, il va en effet falloir extraire et travailler la matière première. En comprendre les qualités et les propriétés pour s'acheminer vers les diverses possibilités architecturales envisageables. Donc, par le travail et l'évolution des techniques qu'il induit, l'Homme crée la Culture qui n'est autre qu'un certain rapport à son environnement. C'est ce rapport le posant face à la nature qui lui permet de

conceptualiser avant de faire et de poser des rapports sociaux sur des rapports biologiques (les cérémonies, les institutions, etc.).

Ainsi, « la technologie met à nu le mode d'action de l'Homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent » (K. Marx, *Le Capital*, livre I)

En travaillant on se réalise en même temps que l'on transforme perpétuellement les structures de la société. L'Homme est production au sens du geste produisant l'esprit. Le *pro-* de produire signifie *dans un but, dans une direction*. Nous n'œuvrons pas par hasard, mais nous nous donnons des orientations pour faire. Pour qu'il y ait une production, il faut un *pro-*gramme ! Là où le travail devient un problème, une souffrance, c'est lorsqu'il est aliéné, c'est-à-dire lorsqu'il devient étranger au producteur qui ne peut alors plus le maîtriser.

Le travail n'a de valeur qu'à partir du moment où nous pouvons y décider de la valeur des choses produites.

Toute une histoire : le droit au salaire contre le droit à l'emploi

Toujours partant du même allant, les prestations chômages seraient un « revenu de substitution » entretenant la fainéantise « à vie pour certaines familles »⁵. C'est une idée totalement fautive, statistiquement et historiquement.

On ne le répétera jamais assez : « Le propre de l'idéologie dominante qui est toujours celle de la classe dominante, c'est de déformer et d'inverser le réel » (Karl Marx & Friedrich Engels dans *L'idéologie allemande*).

À l'origine du Régime général de la Sécurité sociale de 1946, il y a les luttes pour le droit du travail⁶, les grandes grèves ouvrières de l'après-guerre menant au renforcement des services publics et le relais des députés communistes à l'Assemblée. Élaboré sur le modèle du statut de fonctionnaire qui rend titulaire l'individu de sa qualification et de son salaire jusqu'à la mort, il est pensé pour déployer un salaire continué prenant en compte le dernier revenu. C'est en somme l'importation vers le privé de la logique d'une *poursuite d'un salaire de référence pour tous* issue du public. À savoir le contraire de ce qui est actuellement promu : pensions et allocations comme contrepartie des cotisations accumulées, primes (prime d'activité, prime précarité,

prime au rendement, etc.) ou RSA (ex-RMI mis en place en 1988), cette allocation de survie. Tous ces mirages participent à un renversement de modèle pour mieux justifier la baisse des cotisations et mettre fin à l'élargissement de la Sécurité sociale pour tous⁷.

Cette redéfinition des conquêtes ouvrières comme « aides sous condition d'être pauvre », favorise le misérabilisme en même temps que la culpabilisation systémique des individus ; on ne parle plus des exploités, des inégalités croissantes depuis les années 1980⁸ ou des modèles à leur opposer, mais de « la pauvreté à endiguer ». Le partage des richesses s'opérant par les cotisations sociales est remplacé par une aide à la consommation. C'est ainsi que là où, de nos jours, Assurance Maladie, allocations familiales et chômage, ou pensions de retraites deviennent de plus en plus ce « cash aux pauvres pour qu'ils consomment sur le marché », les prestations sociales sont, en 1946, pensées pour défaire de plus en plus la société de l'emprise du marché, jusqu'à sa marginalisation totale. Autrement dit : *le pouvoir d'achat du consommateur se substitue progressivement au pouvoir politique du citoyen*.

Là où le travail devient un problème, une souffrance, c'est lorsqu'il est aliéné, c'est-à-dire lorsqu'il devient étranger au producteur qui ne peut alors plus le maîtriser.

Par conséquent, ce à quoi se réfèrent certains leaders de la NUPES, c'est à la vision libérale des prestations sociales, oubliant l'histoire des soixante-dix dernières années. Le système de la Sécurité sociale a pour vocation de stabiliser les carrières et de dégager du temps pour les salariés. De placer hors du cirque de la concurrence et de la victoire à tout prix les individus. Car pour qu'un réussisse, il faut que beaucoup d'autres échouent. Dans une certaine limite – celle du rapport de force avec les dominants – il a la vertu de rendre possible le choix : *ne pas tout accepter de l'employeur*. Et surtout pas le travail à la tâche quantifiant l'acte pour maximiser les profits, au détriment de la qualité du produit ou du service. Ce retour en arrière faisant du travailleur sans droit une marchandise interchangeable est observable dans quasiment tous les métiers. Par exemple à l'hôpital, où les soignants sont pressurés par des normes managériales augmentant le temps de travail et les tâches, mais diminuant les effectifs formés pour des contractuels, à la fois plus économiques et plus serviles.

Soutenues par les cotisations recueillies dans les fameuses caisses économiques, à savoir la part de la production directement mise en commun (les cotisations valent déjà pour un tiers du PIB ; le salaire du privé et les profits constituent le reste)⁹, les prestations sont issues de cette *valeur socialisée* qui a autrefois sorti l'hôpital de l'emploi capitaliste à la tâche. Celui-là même qui redevient norme. Les prestations chômage, comme les pensions de retraites, sont bel et bien un salaire et non un droit à l'emploi ou à se reposer après une vie de labeur. D'où le fait que les candidats et candidates de la dernière élection présidentielle ne cessaient de promouvoir le salaire net au détriment du brut. Ce dernier comprend effectivement cette part de la valeur commune indispensable au fonctionnement de tous les services publics et prestations sociales¹⁰. Il y a pour eux le bon déficit, celui qui réduit le « coût du travail » pour les entreprises, à hauteur de centaines de milliards¹¹, et le mauvais déficit, celui de la Sécurité sociale, creusé artificiellement depuis des décennies pour environ trente milliards et qui résulte des baisses de cotisation (donc de la part des richesses socialisées confisquées par les politiques néolibérales).

Ce qui est affirmé par la cotisation, c'est donc le statut de producteur de l'allocataire : le fait que, même exclu de l'arbitraire du marché de l'emploi, il reste ce travailleur œuvrant à toute une série de tâches qui ne profitent pas à la valorisation du Capital et qui sont pourtant utiles à la société¹². C'est ici le côté actif qui est reconnu comme caractéristique des classes populaires. Grâce à de telles institutions, elles sont définies comme étant constituées non plus de simples opprimés et victimes, mais d'agents conscients au cœur de la production de valeur, ayant le droit de se reconnaître dans le monde social qu'ils édifient.

Combattre le libéralisme c'est combattre la logique victimaire qui nous confine à une solidarité d'assistés. Celle qui dépossède l'individu de son statut de producteur souverain de la valeur, avec ou sans emploi, et impose les phases mutilantes du temps hors travail : *l'avant travail de l'insertion, l'après travail de la retraite, l'entre deux des fainéants*. Si nous voulons repartir à l'offensive, il s'agit d'opter pour la solidarité des producteurs dans la maîtrise et la redirection de la production. Car le gâchis provient du fait que des choses sont trop produites et d'autres pas assez.

Détacher le salaire de l'emploi : la tâche historique du mouvement ouvrier

Ne « pas avoir peur de mettre le pied dans le plat sur certains sujets » (cf. x leader de la NUPES) ne doit pas dispenser de travailler, justement, la question du sens à donner au travail et de sa maîtrise par les citoyens-producteurs. De la même manière, certaines figures de la NUPES se rallient au chant des sirènes d'un *greenwashing* de classe. Pour parler à leur base électorale, elles se voient obligées de professer « la société du ralentissement », « la décroissance », l'obligation de « moins consommer » ou le fait de « rendre la sobriété désirable » (Magali Payen)¹³. Alors même que nous sommes des millions à ne pas pouvoir répondre à nos besoins (alimentation, isolation, transports, etc.), ces représentants devraient ravalier leurs conseils et s'interroger sur leur propre mode de vie. Car oui, taxer l'essence à la pompe pénalise les travailleurs, notamment ruraux, alors qu'imposer la vignette Crit'Air dans les centres villes favorise ceux qui peuvent se payer une voiture neuve, en plus de pénaliser les commerçants et d'épargner les vrais pollueurs du quotidien¹⁴. Tout le monde ne consomme pas de la même manière et la plupart produisent plus qu'ils ne consomment.

En 2020, la consommation par habitant dans le 16e arrondissement était de plus de 10 000 kwh contre moins de 2 000 kwh dans le 19e (©Apur)

En ignorant le point d'appui central qu'offrent les grandes constructions du mouvement social pour s'opposer au capitalisme des start-up nations (les États marchands) et des monopoles (les groupes capitalistes), cette « gauche » s'oublie elle-même et ne pourra jamais imposer les égalités multiples qu'elle dit vouloir défendre. Et encore moins l'abstrait « sauvetage de la planète » ou de la biodiversité. Pour la simple et bonne raison que dans un monde où les rapports sociaux sont le reflet d'un mode de production prédateur, poussant à la concurrence entre individus (jeunes contre vieux, actifs contre « inactifs », etc.), structures et nations, il n'y a pas de place pour tout le monde et tout est condamné à devenir marchandise. Le jeu de la reproduction des profits et les conditions politiques actuelles empêchent le faire-œuvre ensemble sur le territoire en déterminant une opposition maximale entre immigrés et travailleurs, femmes et hommes, indépendants et grands groupes. Comme l'observait K. Marx de son temps : « l'histoire de toutes les sociétés où règne le mode de production capitaliste, s'annonce comme une immense collection de marchandises » (*Livre I du Capital*).

Si nous voulons repartir à l'offensive, il s'agit d'opter pour la solidarité des producteurs dans la maîtrise et la redirection de la production. Car le gâchis provient du fait que des choses sont trop produites et d'autres pas assez.

Et précisément, l'enjeu pour le mouvement ouvrier a toujours été d'instituer politiquement une représentation de l'expression populaire¹⁵, car le cœur de la politique c'est la démocratie dans l'entreprise¹⁶. Pour ce faire, la réalisation la plus poussée demeure celle du *salaire à la qualification inconditionnel garanti par des institutions sous contrôle majoritaire des salariés*¹⁷. Ce salaire, non plus attaché au poste mais à la personne, à vie, quoi qu'il arrive (crise sanitaire, catastrophe naturelle, faillite, et autres aléas), permet de remettre en responsabilité les personnes et de leur donner une dignité supérieure à la dignité abstraite des Droits de l'Homme et du Citoyen. La supériorité de ce système de solidarité a d'ailleurs pu être expérimentée par des millions de travailleurs durant toute la période de la crise sanitaire. Subventions, salaires à la qualification du poste dans le privé (84 % du salaire préservé), pensions de retraite ou salaire de fonctionnaire, ont largement permis de préserver les revenus et de maintenir à flot les entreprises. Tout le monde a profité de la *socialisation* de la valeur ! Ce qui prouve que le salaire doit précéder l'activité et que la production de valeur peut être anticipée¹⁸.

L'horizon du *salaire à vie*

Résumons les qualités de ce *salaire à la qualification* ou *salaire à vie* :

a) D'une part, le travail est ainsi sorti de sa finalité de valorisation du capital pour être rabattu sur sa valeur d'usage (son utilité concrète). Dans cette logique, la qualité prime sur la quantité et pose les bases d'une écologie réelle. Concrètement, une pomme bien produite a la valeur nutritive de trente pommes mal produites. On aura décrié en quantité de marchandises produites tout en accroissant la valeur puisqu'il aura fallu plus de travail vivant (de travailleurs) pour la produire, et dans de meilleures conditions pour l'environnement comme pour l'Homme.

b) D'autre part, la valeur est fondamentalement redéfinie puisque ce qui n'est pas reconnu comme travail par le marché capitaliste (la finance et les patrons) l'est par ces institutions. Ce qui entrouvre la possibilité d'un processus de délibération collectif statuant sur l'utilité sociale des activités et de ce qui est produit. En outre, cette

généralisation d'un droit réel au salaire permettrait de libérer plus largement le travail vivant de la dette, de la concurrence et de la privation de subsistance, puisqu'il ne serait dès lors plus limité aux impératifs de rentabilité. En d'autres termes, chaque individu étant reconnu comme producteur par un salaire inconditionnel, la définition du travail est élargi : sa seule limite devient le nombre de travailleurs existants.

Le potentiel est clair :

1) Ce salaire à la qualification pourrait permettre de monter une entreprise sans les contraintes toxiques imposées par la loi des grands monopoles transformant souvent les petits en sous-traitants. Ou les broyant, tout simplement. L'entrepreneur (à l'image du médecin conventionné) serait dégagé des difficultés propres à la fonction d'employeur pour simplement réaliser ses idées, les salaires, comme les subventions, étant assurés par un maillage national de caisses économiques solidaires possédées par les producteurs. Caisse économique interprofessionnelles alimentées par la valeur mise en commun dans chaque secteur.

2) D'autres résultats peuvent être anticipés. Avec la neutralisation de cette concurrence¹⁹ entre travailleurs, l'immigration n'est en toute logique plus un problème : « chacun cotise dans les caisses, chacun a un salaire et chaque nouvel arrivant est un facteur d'augmentation des richesses (production de valeur et participation de fait au salaire socialisé) » (Bernard Friot).

3) Pareillement, l'impact sur la condition des femmes sera considérable, en milieu domestique comme professionnel. Ce sera la légitimation systémique du travail actuellement invisibilisé qu'elles effectuent dans le cadre familial, travail pourtant déjà validé en marge (les femmes de ménage et gouvernantes). Reconnues comme productrices de valeur et rémunérées, il leur sera non seulement plus facile de dénoncer les abus de leurs compagnons, mais encore de s'extraire du carcan domestique vers un travail d'entreprise. Comme les salariés en général pourront décider de l'organisation et des fins de la production, elles pourront, sans crainte de représailles, dénoncer d'éventuelles violences sexistes et militer sur ces questions²⁰.

Dépassant le champ du discours, ce modèle basé sur la socialisation des richesses est en capacité de rééquilibrer le rapport de force. Chacun étant soutenu par un service public de la qualification garantissant le salaire et la subvention des activités conventionnées, chacun peut s'exprimer et décider à l'intérieur et à l'extérieur de

l'entreprise. À l'intérieur en tant que producteur détenant la propriété d'usage de son outil, à l'extérieur en tant que citoyen souverain dans des institutions maintenant une cohésion territoriale (critères de production, création monétaire, territorialisation du travail, etc.). Si l'impuissance engendrée par la peur de perdre son travail, autrement dit la peur d'être rejeté par déclassement, est toujours redirigée sur l'autre et l'étranger, la responsabilité populaire sur le travail pourrait bien servir de digue à la xénophobie et au sexisme, leviers que les possédants n'hésitent pas à activer contre nous.

Définitivement, en faisant s'opposer les privés d'emploi et les bénéficiaires des prestations sociales ou des minimas sociaux²¹, on ne fait qu'opposer les travailleurs aux travailleurs, pris dans le barrièr d'un marché du travail délivrant les postes en fonction des besoins d'une petite classe de rentiers.

Où en sont-ils ? (à propos des cadres de la NUPES)

Pour résumer, nous disions dans l'article *Présidentielles 2022 : tout sera mini dans notre vie* : « Dans les faits, et c'est une banalité de le dire, sur l'échiquier des étiquettes, gauche et droite (ou extrême centre) s'accordent sur les politiques économiques à mener (citons la loi travail I ou le CICE sous Hollande), sur les politiques migratoires (la déchéance de nationalité de Hollande), les mesures répressives (l'État d'urgence permanent, là encore initié par le PS) et les directions électorales du vote utile contre l'extrême droite ! Ce qui fait tout de même absolument tout. Leur tempérance affichée ressemble beaucoup à l'opportunisme des affaires : ils font bloc (bourgeois) autour de leurs intérêts. »

Si l'impuissance engendrée par la peur de perdre son travail, autrement dit la peur d'être rejeté par déclassement, est toujours redirigée sur l'autre et l'étranger, la responsabilité populaire sur le travail pourrait bien servir de digue à la xénophobie et au sexisme [...].

Cartel des gauches ou pas, pourquoi les choses auraient-elles changé ? Où est la cohésion théorique, politique et pratique dans ce conglomérat d'appareils lorsque personne ne s'entend sur des notions aussi principielles que celles de *travail* ou de *valeur* ?

Les discordes s'enchaînent, les limites politiques sont de moins en moins claires et la base électorale est évanescence. Certaines formations cultivent même leur adoration

pour le marché européen, celui-là même qui a poussé les ouvriers dans les bras du RN par la remise en cause des souverainetés nationales et la destruction des institutions garantissant le droit au travail. D'autres soutiennent les guerres de l'axe euro-atlantiste menées par l'OTAN. Dans le réel, face aux prises de positions politiques fermes à tenir, cette alliance ne tient tout simplement pas le pari de rallier à elle les classes populaires. Le *pro*-gramme fait défaut.

À force d'arrogance, le gouffre se creuse entre les couches moyennes captées par la NUPES et les classes populaires abstentionnistes (majoritaires) ou redirigées par le RN. Les discours écologistes culpabilisants du « il faut tous faire des efforts », niant les responsabilités politiques et le réel du quotidien des gens, ou les phrases humiliantes, matinées d'humanitaire, dépeignant une masse de victimes à secourir, alimentent le dégoût. Parce que les producteurs sont toujours fiers du travail qu'ils réalisent malgré tout. Et qu'ils n'ont pas à accepter la sobriété heureuse offerte comme solution par des ensorceleurs n'interrogeant pas le vrai enjeu : « *conquérir des positions sur le travail, pas des positions électorales !* » (Bernard Friot).

Agir efficacement signifie œuvrer à la responsabilisation de la production par la conquête de la souveraineté populaire et politique, loin de l'image abstraite d'une prétendue responsabilité individuelle. Autrement dit : *pas d'Avenir En Commun sans exercice du pouvoir en commun.*

Dans le contexte d'une offensive de l'extrême centre, la controverse ne fait par conséquent que renforcer l'idée néolibérale que les conquêtes sociales profitent « aux assistés ». Pire, elle masque les intentions du camp adverse : parachever une extension des marchés qui, ayant débuté dans les années 1970, doit à présent pleinement profiter aux grands groupes. Alors qu'est remis sur le tapis le recul de l'âge de départ à la retraite de 62 à 65 ans²², soit une mise à mort des travailleurs aux métiers les plus rudes²³ par souci d'« économie » [*par cet élément de langage il faut entendre « rentabilité pour le privé » car, on le sait, il s'agit de livrer des parts de marchés lucratives aux assurances, or le privé coûte toujours plus cher à la société*], ainsi qu'une énième réforme de l'assurance-chômage qui impactera violemment des millions d'allocataires sous prétexte (toujours) d'« économies »²⁴, cette « nouvelle gauche » faite des anciennes ne se démarque au final que peu du camp néolibéral.

Conclusion : ce avec quoi il faut renouer ?

S'inscrire dans un héritage passé permet de mieux saisir ce qui nous arrive et d'envisager un futur différent de ce qu'on se contenterait autrement de subir, en serrant les dents, paralysés et dépassés par des événements indéchiffrables. Ce qu'il nous faut ce sont des repères historiques et pratiques.

Agir efficacement signifie œuvrer à la responsabilisation de la production par la conquête de la souveraineté populaire et politique, loin de l'image abstraite d'une prétendue responsabilité individuelle. Autrement dit : pas d'Avenir En Commun sans exercice du pouvoir en commun.

Commençons par la constitution de 1946 reprise par la constitution de 1958 qui édicte un principe que nos aïeux ont su rendre réel par de grandes institutions du travail : « tout être humain qui, en raison [...] de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence ». Ce droit vient compléter le principe que J.-J. Rousseau a développé dans *Le Contrat Social* (1762) et qui affirme que chaque individu a une responsabilité vis-à-vis de la société : « En-dehors de la société, l'homme isolé a le droit de vivre comme il lui plaît. Mais dans la société ou il vit nécessairement aux dépens des autres il leur doit en travail le prix de leur entretien. Cela est sans exception, puissant ou faible, riche ou pauvre, tout citoyen oisif est un fripon ». Ensemble, ces deux propositions nous disent que la société est illégitime à amputer l'individu du temps du travail. Au contraire, elle doit être en capacité de fournir à chacun de quoi réaliser son activité dignement, dans de bonnes conditions, de manière à rendre tout le monde responsable du bien commun. *La liberté de chacun commence à s'accomplir seulement à partir du moment où elle profite aux autres.*

La raison de la création de la Sécurité sociale de 1946 est bien la liberté ! La liberté de sortir de l'illusion de la réussite individuelle qui nous dévore. La liberté de ne pas sombrer dans la misère ou de crever de maladie. La liberté de ne plus avoir peur du lendemain. La liberté de créer un autre monde pour y vivre autrement. La liberté-socialisée de garder ses revenus lorsque le patron veut la liberté-libérale de licencier.

La liberté de chacun commence à s'accomplir seulement à partir du moment où elle profite aux autres.

Pour atteindre – du moins viser – cet objectif, on peut s'inspirer de ce que Jaurès affirmait déjà de son temps : « le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ». Un principe qui allait le mener à dire, plus tard encore, que les pratiques politiques visant les transformations du mode de production doivent consister à « introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et, par leurs forces organiques, hâtent la dissolution du monde ancien. » (Jean Jaurès, *Discours et conférences*, Paris, 2014). Inaugurant la philosophie moderne, G. W. F. Hegel voyait quant à lui, au début du XIXe s., que la courbe du progrès humain implique que « l'Homme a naturellement droit à ce qui lui est nécessaire » et que le « droit de détresse » prime sur le droit de propriété (Hegel, *Le droit naturel*). En insistant sur la notion de propriété, Hegel pointe l'exigence des conditions de réalisation concrètes d'une véritable égalité. La lutte pour le travail n'est pas qu'une affaire « de droit au travail » et de constitutionnalité, car la loi ne permet jamais de remettre en cause le fondement du pouvoir de la minorité dirigeante : *la propriété lucrative des moyens de production*. En d'autres termes, puisque la propriété est ce qui garantit l'emprise d'une classe sur le travail, invoquer abstraitement le « droit au travail » est sans effets. La question est bien celle du contrôle démocratique de l'appareil productif par les citoyens-producteurs. *L'objectif n'étant plus de créer des emplois mais du travail utile à la société.*

De là, il est évident que pour libérer le travail des donneurs de salaire, de droit et de moyens de vivre, il faut d'abord briser la mise en concurrence des travailleurs, la tutelle étatique et celle du tandem patron-actionnaire qui décide du nombre de places disponibles. S'il faut évidemment revaloriser les petits producteurs, les travailleurs de tout ordre, viser l'égalité salariale homme-femme et lutter contre les discriminations, nous n'y parviendrons pas sans mise en sécurité sociale des métiers que les trusts internationaux et financiarisés détruisent. En cela, l'assurance chômage et la logique du Régime général de la Sécurité sociale (retraites comme continuité de son meilleur salaire²⁵ ou allocations comme salaire versé aux parents) découlant du statut de fonctionnaire, sont une réalisation *déjà-là* annonçant un *au-delà*. Celui de la généralisation du *salaire attaché politiquement à la personne comme droit citoyen, au même titre que le droit de vote, et jusqu'à sa mort*. Un principe politique détachant de fait le salaire de l'emploi capitaliste qui nous enferme dans le chantage à la vie. Celui nous obligeant à vendre notre force de travail. De fait, l'emploi nous empêche de

statuer sur la valeur de ce qui est produit ou sur l'organisation territoriale du travail. Car à partir du moment où notre salaire est déterminé par un contrat passé avec l'entreprise²⁶, impossible de remettre en cause ses choix, sa gestion, sa façon de produire, sans courir le risque d'être licencié. Et impossible d'accéder à la propriété d'usage de son outil.

En définitive, la possibilité de libérer les stocks retenus artificiellement pour gonfler les prix en vue d'augmenter les profits (la spéculation est à la base de l'inflation actuelle), ainsi que le moyen d'organiser autrement la production et la circulation des biens, sont contenus en germe dans ces réalisations. Prolonger la souveraineté économique que nous ont léguée nos prédécesseurs « réformateurs » est bien la seule façon efficace de mener une politique réellement populaire et écologique, sans que l'écologie ne se retourne contre le populaire.

Alaoui O.

<https://notrecondition.fr>

notrecondition@gmail.com

Notes de l'auteur et de la rédaction

- 1 Par ici : https://www.francetvinfo.fr/politique/fabien-rousseau/gauche-des-allocations-fabien-rousseau-assume-totalement-ses-propos_5360128.html
- 2 Dans le discours seulement, car le logiciel de l'extrême droite est par essence déployé contre le mouvement ouvrier. Du côté des briseurs de grève, historiquement implantée dans le petit patronat et populaire chez les commerçants, l'extrême droit a toujours prôné un corporatisme des métiers unissant travailleurs et patrons dans « l'intérêt national ». Aujourd'hui encore son discours est ambigu en temps normal et systématiquement du côté des gouvernants lors des mobilisations sociales : <https://www.youtube.com/watch?v=uT9FYP-pqC4>
- 3 Amazone détruit des biens de consommation invendables selon les critères de rentabilité du marché : <https://www.futura-sciences.com/tech/actualites/technologie-amazon-change-politique-invendus-eviter-destruction-produits-88170/>
- 4 Sublimier signifie ici « passer d'une passion, d'un engouement, à une transformation en quelque chose de supérieur dans un rapport social » défini par le moment historique.

- 5 On ne sera pas surpris de retrouver le même débiteur de paroles que dans la note 1 : <https://www.youtube.com/watch?v=EKH7J14PQbY>
- 6 Loi assurant des réparations en cas d'accident du travail en 1898, code du travail en 1910, les avancées sociales de 1936 sur la base des comités d'usine, du salaire minimum, des congés payés, de la semaine de 40 heures, etc.
- 7 Cette justification de l'élargissement de la Sécurité sociale pour tous implique la baisse des cotisations. Avec la mise en place du RMI par exemple, simple plancher de revenu, les cotisations ont mécaniquement baissé. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=1IYXzbDm9I>
- 8 En France, 10 % des plus riches possèdent 50 % du patrimoine (c'est-à-dire immobilier et mobilier, soit ce qu'il y a sur les comptes) et les 1 % détiennent 25% d'un patrimoine qui ne cesse de grandir et de se concentrer : Thomas Porcher, *Les délaissés. Comment transformer un bloc divisé en force majoritaire*, 2020.
- 9 Petite démonstration par Bernard Friot : <https://www.youtube.com/watch?v=eMU4mm8OBt8>
- 10 De Péresse à Zemmour, en passant par Le Pen. Tandis que la CSG de Macron part du même principe : <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/basculer-cotisations-csg-la-reforme-qui-doit-augmenter-les-salaires-nets-140488>
- 11 En plus de l'évasion fiscale atteignant la centaine de milliards, on peut s'amuser à additionner toutes les réformes de l'extrême centre : baisse de fiscalité sur le Capital, baisse de l'impôt sur les sociétés, baisse du « coût du travail », transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière, etc.
- 12 De nombreuses activités non reconnues par le marché du travail sont pourtant créatrices d'une valeur économique, ou sont du moins socialement utiles. Pensons aux activités de garde d'enfant, à l'activité militante ou au bénévolat renfermant une myriade d'activités autrefois rémunérées ou pouvant l'être.
- 13 Magali Payen est une productrice de cinéma ayant fondée l'ONG *On est prêt* et qui dirige *Imagine 2050*, une entreprise de formation des « leaders culturels ». Sa vision technocratique visant à éduquer les masses par la classe des culturo-mondains et leurs événements, est le parfait exemple de l'écologie idéologique des nouvelles couches moyennes au service de la bourgeoisie.
- 14 De la même manière, lorsque l'on bloque les prix sur les pâtes, on bloque les prix pour le paysan producteur de farine et de blé : ce qui est favorable au consommateur ne l'est pas pour le producteur.
- 15 L'exemple de la Commune de 1871 est criant, puisqu'elle institutionnalise un nouveau paradigme à travers des commissions et des embryons de caisses économiques. Par ces réalisations elle rend concrète *la reconnaissance de la capacité de chacun à être son propre artiste et à gouverner*. Voir Baptiste Laheurte, « La

Commune et la révolte des artistes », *Le vent se lève*, 02 avril 2021. https://lvsl.fr/la-commune-et-la-revolte-des-artistes/?fbclid=IwAR0q5cMYVDwZj7c_eiCmF-eIAj09hpkLXVCN9KYyLbBWlsEdk8_JkVwgNw

- [16](#) La bourgeoisie n'a pris le pouvoir d'État que bien plus tard, à la fin du XVIIIe s., c'est-à-dire une fois le pouvoir économique assuré.
- [17](#) Jusqu'en 1967 et les ordonnances édictées par De Gaulle, la caisse d'assurance-chômage était gérée aux trois quarts par les représentants des salariés. En supprimant les élections des administrateurs salariés, ces ordonnances ont également accentué la bureaucratisation de la caisse chômage.
- [18](#) Dans une production entièrement socialisée, 1) on distribue les salaires par une création monétaire sans endettement, 2) les travailleurs sont accompagnés par la mise en œuvre de leur qualification. Mais la définition de ce qui est produit, et comment, revient aux travailleurs.
- [19](#) Le jeu des salaires à la baisse rendu possible par le risque du chômage : l'armée de réserve du Capital est cette armée de chômeurs entretenue comme arme politique et économique.
- [20](#) Que l'entreprise soit déjà libérée de la hiérarchie patronale ou non, car tout dépendra du processus de mise en place, les femmes pourront de toute évidence agir sans crainte de la sanction économique.
- [21](#) Rappelons que [le RSA coûte 12 milliards d'euros, soit 0,5% du PIB. L'évasion fiscale, elle, coûte 100 milliards d'euros, soit 3% du PIB que l'on ne reverra jamais !](#) Voir : <https://twitter.com/atterres/status/1507462600761966600> et https://www.francetvinfo.fr/economie/impots/lutte-contre-la-fraude-fiscale-pres-de-100-milliards-deuros-echappent-toujours-a-letat-selon-une-estimation-syndicale_4379387.html
- [22](#) Le gouvernement n'exclut d'ailleurs pas le passage en force, sachant que le grand mouvement de grève de l'hiver 2019-2020 avait déjà mis à mal ce projet. Élisabeth Borne (avec Emmanuel Macron, Gabriel Attal ou Olivier Véran) ne cache par la possibilité de l'utilisation du 49-3 ou, plus subtil et plu discret, l'injection d'un « amendement retraite » dans la loi de finance du Régime de la Sécurité sociale pour 2023 en octobre : https://www.youtube.com/watch?v=SBmH5_IYQIE
- [23](#) L'espérance de vie en bonne santé est de 62 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes (elle stagne), alors que 25 % des plus pauvres sont déjà mort à 62 ans. Une manière, de l'autre côté, de baisser les impôts de production, comme l'indique le document budgétaire envoyé à l'Union Européenne. Mais aussi de libérer des parts de marché pour les assureurs privés : le système des retraites représente une manne immense : <https://www.youtube.com/watch?v=OZ9wTeWodko>

- [24](#) Voir cette synthèse des effets et des buts des réformes successives et de la prochaine : <https://www.youtube.com/watch?v=HzZm0F0kpcp>
- [25](#) Logique soutenue par les régimes spéciaux que Macron veut supprimer.
- [26](#) Le contrat mis en place dans le respect d'un code du travail interprofessionnel venant exprimer les règles dans lesquelles on s'inscrit au sein d'une entreprise (durée, responsabilité, etc.), n'est pas un problème. Il faut bien s'assurer que chacun mette en œuvre sa qualification selon les besoins sociaux et ses désirs. Le contrat est problème lorsqu'il détermine le salaire car il est dès lors un moyen de chantage.